

Le 13 février 2014

Après la visite du MEDEF en Iran, la question des sanctions.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au Groupe d'analyse de JFC Conseil

La visite qu'une délégation de très haut niveau du MEDEF vient d'effectuer en Iran, du 3 au 5 février, n'est pas passée inaperçue. Le Secrétaire d'Etat américain est intervenu auprès de M. Fabius pour dire clairement son mécontentement. M. Kerry a qualifié la visite d'« unhelpful », ce qui compte tenu des usages diplomatiques peut se rendre par : malvenue, voire contre-productive. La même formule a été utilisée devant le Congrès pour critiquer les patrons français. Alors que les négociations sur le nucléaire iranien sont loin d'être achevées, la réaction de Washington montre l'importance de l'enjeu.

Un voile pudique semblait être retombé après que Paris ait indiqué qu'il s'agissait d'une initiative du MEDEF. L'explication n'a manifestement pas convaincu et M. Obama vient de redire son désaccord à M. Hollande de façon appuyée ; et, pour que les choses soient claires, il a publiquement menacé de réactions très lourdes les entreprises qui seraient tentées de contourner l'embargo.

La question de la levée des sanctions s'est donc invitée dans le débat de manière visible. Ceci est après tout naturel dans la perspective d'une issue favorable des négociations sur le nucléaire ; mais le risque est que l'attente des milieux économiques ne pèse directement sur la négociation elle-même. Ainsi, on annonce la prochaine visite d'une délégation économique allemande à Téhéran pour le mois de mars, qui serait suivie peu après par une délégation néerlandaise. Et pour dire combien les milieux économiques ne sont pas impressionnés par les rappels à l'ordre venus des Etats-Unis, le PDG de Total a déclaré la démarche des entreprises françaises totalement justifiée, ajoutant que ce sont les sociétés américaines qui avaient donné l'exemple en se rendant en Birmanie, avant la levée des sanctions frappant ce pays.

La pression des milieux économiques internationaux, mais aussi américains, gêne M. Kerry qui doit faire face au Congrès où l'hostilité à l'Iran reste forte. Certes, un projet de renforcement des sanctions vient d'être retiré et ceci lui facilite grandement les choses puisque la Maison Blanche n'aura pas à s'y opposer, mais c'est aussi le moment qu'a choisi le Département du Budget pour renforcer la liste noire des personnalités iraniennes. Les signaux sont contradictoires car si M. Obama souhaite mettre un terme au différend avec l'Iran, il ne doit pas faire preuve de faiblesse et éviter de braquer M. Nethanyahou qui continue à dire tout le mal de qu'il pense de l'Iran. On sait le peu de sympathies de M. Obama vis-à-vis du dirigeant israélien, mais il lui faut ménager le premier ministre israélien afin de ne pas l'affaiblir sur le plan intérieur, alors que la négociation est engagée avec les Palestiniens.

Il est certain que le niveau de la visite du patronat français avait de quoi faire réfléchir aux Etats-Unis. Avec une centaine de représentants des plus grandes entreprises françaises, le MEDEF a affiché son souhait, pour ne pas dire son impatience, de reprendre les relations avec l'Iran. Et, pour les Américains habitués à ce que le gouvernement français se montre à l'avant-garde sur les sanctions, ceci constitue une mauvaise surprise. On se souvient qu'en automne dernier le Ministre français avait créé la surprise en exigeant le durcissant des conditions qui seraient proposées à l'Iran pour alléger les sanctions. L'explication officiellement donnée était que M. Fabius avait voulu exprimer sa mauvaise humeur face un projet d'accord qui aurait très largement été bouclé lors de négociations directes entre Américains et Iraniens. L'explication vaut ce qu'elle vaut, mais l'attitude de M. Fabius dans cette négociation avait aussi donné lieu à des interrogations dans l'opinion sur un alignement excessif sur les positions israéliennes.

Depuis cet épisode le calme est revenu et on ne sent pas d'aigreur dans les échanges entre Paris et Téhéran. Tout récemment, le Ministre a eu un entretien avec son homologue iranien à Munich, en marge d'une rencontre internationale sur la sécurité. Le porte-parole du quai d'Orsay a présenté cette rencontre de manière positive, souhaitant notamment que l'Iran puisse à l'avenir jouer un rôle actif en matière de maintien de la paix et de la sécurité sur la scène internationale. Et si l'argument

selon lequel la visite du MEDEF relève d'une simple initiative privée n'a pas convaincu les Américains c'est que le gouvernement aurait pu s'y opposer ; il ne l'a pas fait. Pour leur part les Iraniens auront tiré la même conclusion.

La position française sur la question des sanctions est loin d'avoir été constante. Selon un propos prêté à l'entourage de M. Sarkozy et rapporté tout récemment par le magazine Challenge, M. Fabius aurait été poussé à l'intransigeance à l'automne se faisant manipuler par M. Kerry. La réalité est plus complexe : M. Chirac avait résisté aux pressions américaines et refusé que la Loi d'Amato s'impose aux alliés des Etats Unis ; en revanche, c'est sous M. Sarkozy que l'on a accepté des sanctions s'ajoutant à celles décidées à New York et la France s'est progressivement montrée plus exigeante que Washington. M. Kouchner avait même invité les Français à se préparer à une guerre avec l'Iran ; et l'Elysée n'avait pas corrigé le propos.

Avec la perspective d'un accord avec Téhéran, la donne est en train de changer ; et pour les milieux économiques la question n'est pas de savoir si les sanctions ont eu ou non un impact sur le programme nucléaire de l'Iran, mais bien d'apprécier le coût qu'elles ont représenté pour les exportations Occidentales. La visite des patrons français a ainsi été l'occasion d'apporter un éclairage parfois saisissant. La presse française a évoqué la perte pour PSA d'un marché de 600 000 véhicules par an et rappelé qu'avant les sanctions, l'Iran représentait le second marché de Peugeot, après la France.

Un second débat s'est aussi ouvert, qui porte sur les rivalités entre les entreprises Occidentales et la manière dont les sociétés américaines ont pu profiter des sanctions pour affaiblir leurs concurrents. La presse a évoqué la perte du marché des pièces détachées à laquelle PSA a dû se résigner en 2012 devant les pressions de son partenaire américain GM, nouvellement entré dans son capital. Alors que les Américains sont vivement critiqués pour l'activité de surveillance des communications mis en place par la NSA et le détournement de ce système à des fins de renseignement économique, l'argument selon lequel les sociétés américaines profiteraient des sanctions au détriment de leurs concurrents est d'autant plus fort.

Le message qu'ont exprimé les chefs d'entreprises français à l'endroit des responsables politiques est clair : il ne s'agit pas de prendre position sur les sanctions, mais de rappeler que celles-ci ne peuvent continuer à être instrumentalisées dans un sens contraire à nos intérêts économiques. Washington qui est probablement en passe de perdre l'appui inconditionnel de la France, se trouve dans une situation d'autant plus inconfortable que les alliés non-européens : Turquie, Emirats ou Corée du Sud ne se sont jamais pressés pour appuyer les sanctions.

Dans le même temps le Département d'Etat américain doit continuer à gérer la relation politique avec l'Iran, à qui il doit faire comprendre que les jeux ne sont pas faits tant que les négociations sur le nucléaire n'ont pas abouti. Et sur ce plan, le climat est plutôt à faire jouer les muscles. Washington s'est clairement placé dans le rapport de force et Téhéran qui sent que la partie n'est peut-être pas loin d'être gagnée pour lui, prend le risque de faire monter les enchères. L'envoi de navires de guerre iraniens vers les côtes américaines s'inscrit dans une telle perspective et répond aussi bien à l'allongement des listes noires qu'aux récentes manœuvres navales franco-américaines dans le Golfe. Mais à ce jeu dans lequel chaque partenaire sait que l'autre n'a pas d'intérêt véritable à aller beaucoup plus loin, les Iraniens ont probablement l'avantage.

La question des sanctions ne peut être réglée indépendamment du dossier nucléaire, mais plus le temps passe et plus elle risque de se poser sous l'angle de l'équilibre entre les deux côtés de l'Atlantique. En d'autres termes, de souligner le décalage qui existe entre la solidarité affichée sur le plan politique et la rivalité économique.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil